

LYCEE LA MARTINIÈRE-DUCHÈRE

GRAND DEBAT SUR L'ÉCOLE

7 Ateliers ont fonctionné, les 10 et 12 décembre 2003, réunissant 150 personnes, élèves, parents, professeurs et ATOS

I Définir les missions de l'école

QUESTION 2 - Quelles doivent être les missions de l'école, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?

Il est réducteur de poser le débat en termes d'alternatives inconciliables, qui orientent forcément vers un idéalisme et non vers une complémentarité ou des nuances. Ex. :

- instruire/éduquer
- instruire/former
- transmettre/préparer
- approfondir/apprendre à apprendre (esprit critique et esprit d'innovation).

On peut construire des solutions intermédiaires moins exclusives.

En voulant se recentrer sur des fondamentaux "limite", n'y a-t-il pas une volonté de désengagement de l'Etat dans la formation professionnelle, pour la confier à des organismes privés ? Le danger réside dans une formation adaptée aux besoins géographiques et ponctuels des entreprises, qui ne donneront pas la possibilité aux individus de construire un parcours professionnel pérenne.

Les missions de l'école doivent intégrer formation générale et formation professionnelle, et ce à tous les niveaux. Notre formation professionnelle n'est pas remise en cause par les employeurs. Ne la remet-on pas en cause uniquement pour des raisons budgétaires ?

Intensifier l'enseignement des langues au collège et au lycée plutôt que saupoudrer à différents niveaux du cursus scolaire. C'est une exigence à l'heure européenne.

QUESTION 4 - Faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte et impliquer davantage le monde du travail ?

Il y a un paradoxe dans le constat :

- la carrière est conditionnée par l'acquisition d'un diplôme
- l'économie a besoin d'emplois de plus en plus qualifiés mais aussi d'emplois peu qualifiés
- il faut faire sortir plus tôt les jeunes qui sont en échec plutôt que de les faire réussir autrement.

Aucun élève ne doit sortir sans une qualification reconnue nationalement et incluant les bases d'une culture générale et citoyenne.

On met sur le dos de l'école les inégalités sociales, les illusions en tout genre. On la met en demeure de tout résoudre.

Comment faire un projet d'école quand on n'a pas de projet de société ? quels types de valeurs doivent nous guider ?

Les VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) sont valables pour des gens avec un parcours professionnel consistant, alors que les gens en échec scolaire devraient davantage bénéficier de parcours diversifiés. Notre système donne plus à ceux qui ont déjà beaucoup.

Un certain niveau de culture doit être exigé et se construire sur toute la scolarité.

La formation différée existe aujourd'hui : pourquoi ne pas l'évaluer ?

QUESTION 6 - Comment l'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

C'est une question d'orientation : il faut associer les parents et les élèves au choix des études faites :

- prendre en compte la valorisation financière de certains métiers, notamment dans le domaine artisanal
- faire connaître les différentes facettes d'un métier
- faire connaître les différentes filières (filières technologiques longues ou courtes, alternance, apprentissage)
- bien adapter les sections technologiques existantes aux besoins réels de la profession
- lutter contre le poids des matières scientifiques dans le choix des dossiers pour l'orientation post-bac. Les programmes des concours, la diversification des filières d'accès à ces concours, doivent davantage prendre en compte d'autres connaissances utiles dans les métiers.

II Faire réussir les élèves

QUESTION 8 - comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

- un élève en échec ou à la traîne ne peut pas être motivé : besoin d'un travail très en amont du lycée (dès le primaire) pour que les bases soient réellement acquises et que le reste de la scolarité ne soit pas un rattrapage permanent ou une construction laborieuse sur des fondations instables
- motiver, c'est donner aux élèves du sens à ce qu'ils font et apprennent pendant leur scolarité : 2 axes d'action
 - développer l'ouverture sur le monde professionnel afin de les aider à comprendre en quoi ce qu'ils apprennent aujourd'hui leur servira demain et éventuellement concrétiser des objectifs d'orientation professionnelle : systématiser les démarches JAP (Jeunes Avec Professionnels), consacrer du temps dans le cursus pédagogique à la rencontre avec des professionnels et des conseillers d'orientation, utiliser les « temps morts » comme le mois de juin pour les 2^{nde} à de l'immersion professionnelle ou à d'autres expériences allant dans ce sens
 - montrer la cohérence des différents enseignements afin que l'élève passe de l'ingurgitation plus ou moins douloureuse d'une matière dont il ne voit pas l'utilité en soi à la connaissance des pièces du puzzle qui feront de lui un citoyen cultivé et libre : développer l'interdisciplinarité, être cohérent dans les rythmes entre disciplines et dans les travaux demandés
- la fatigue et la pression continue sont des facteurs naturels de démotivation et de travail inefficace : comment exiger attention et efficacité continue de la part d'**enfants** à qui l'on demande une amplitude de travail (temps scolaire + trajets + travail personnel à la maison) que la plupart des adultes ne supporteraient pas, et dans des conditions favorisant plus la passivité et la routine que le réveil et la dynamique ?
 - **Propositions** : créer beaucoup plus de dynamique dans la pédagogie par beaucoup plus de modules en petits groupes, des méthodes pédagogiques et des situations d'enseignement variées pour créer des ruptures dans la journée et maintenir en éveil, revaloriser l'éducation physique comme moyen d'absorber cette pression (hygiène de vie, gestion du corps, du stress).

QUESTION 9 - Quelles doivent être les fonctions et les modalités de l'évaluation des élèves, de la notation et des examens ?

- l'évaluation est un facteur de motivation important et l'examen certifiant par un diplôme un niveau de connaissance maîtrisé n'est pas à remettre en question
- les examens font l'objet de protocoles éprouvés et sont peu contestés. La prise en compte des contrôles continus dans le baccalauréat ne reçoit pas l'adhésion du corps enseignant, bien que des expériences aient eu lieu depuis quelques années sur ce thème.

- Pour que l'évaluation participe plus à la motivation de l'élève, il faut qu'elle soit mieux comprise et prenne une valeur formative bien plus accentuée. 2 **propositions** :
 - Expliciter systématiquement en début d'année aux élèves **et aux parents** les règles qui régissent l'évaluation : les objectifs attendus, les protocoles de notation, la modulation personnelle qu'en fait le professeur (son niveau d'exigence) ; ceci permettra d'avoir un référentiel mieux partagé de l'évaluation et donc de lui enlever les connotations subjectives ou spécifiques
 - Intégrer aux méthodes pédagogiques un temps de travail sur l'évaluation qui permettrait à l'élève de se faire expliquer et de comprendre son évaluation afin que la dominante n'en soit plus la sanction mais la responsabilisation et le progrès potentiel

QUESTION 12 - Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

- la faible participation des parents à la vie de l'école est un constat : facteurs sociaux, mais aussi découragement face à la lourdeur du système Education Nationale. Un débat tous les 5 ans n'est pas propice à une implication forte des parents.
- pour impliquer plus les parents dans le suivi de leurs enfants à l'école, des progrès sont à faire sur l'information : une information directe, par courrier ou tout autre moyen moderne (Internet en particulier) éviterait de pouvoir dire « je ne savais pas »
- pour les cas sociaux plus difficiles, une coopération des enseignants avec les professionnels compétents (assistantes sociales, éducateurs) pour reprendre le lien avec les familles serait utile

Les 3 axes prioritaires dégagés (questions _8 – 9 – 12) :

1. Donner du sens à la scolarité : par la cohérence des enseignements et l'inter-disciplinarité, par la valeur formative de l'évaluation, par les perspectives professionnelles ouvertes
2. Partager les règles du jeu de l'évaluation (attentes et protocoles) avec les élèves et les parents
3. Diminuer la pression de la journée scolaire pour l'élève et l'enseignant en passant par la modularité accrue et une diversité des modalités pédagogiques

QUESTION 10 - Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?

Renforcement du rôle des conseillers d'orientation, en leur donnant plus de moyens, afin d'aider tous les élèves à tous les niveaux d'orientation.

Développer des classes passerelle à tous les niveaux, notamment :

- en fin de seconde vers l'enseignement professionnel
- du bac pro vers les BTS
- du bac techno vers l'enseignement supérieur général.

QUESTION 11 - Comment préparer et organiser l'entrée dans le supérieur ?

La question se pose-t-elle seulement pour l'entrée à l'université ?

Continuer à refuser la sélection à l'entrée de l'université et permettre un meilleur accès aux BTS et IUT, pour éviter que la fac ne soit choisie par défaut

C'est moins le lycée qui doit évaluer que l'université (au moins au cours de la 1^{ère} année), afin d'assurer une meilleure réussite des étudiants. Accroître les possibilités d'accès des bacheliers technologiques et professionnels vers les BTS et les IUT.

QUESTION 13 - comment prendre en charge les élèves en difficulté ?

(Il n'y a pas d'élèves en grande difficulté au lycée).

L'orientation 3^{ème}-2^{de} est mise en cause : des quotas imposés obligeraient les enseignants à orienter en 2^{de} des élèves trop faibles et non motivés.

Une meilleure formation des enseignants est nécessaire dans le domaine de la discipline et de la didactique. Des efforts doivent être faits sur ce plan par les IUFM.

QUESTION 14 - Comment scolariser les élèves handicapés ou atteints de maladies graves?

L'accueil d'élèves handicapés intégrés dans des classes traditionnelles est positif.

Leur réussite est une question de moyens : effectifs réduits, moyens matériels (ordinateurs, ascenseurs, plans inclinés, etc.) et moyens humains (auxiliaires de vie)

L'intégration doit prendre en compte les autres élèves : il faut donc une intégration en nombre limité, dans les classes.

Une formation des enseignants est indispensable et doit s'adresser à des professeurs volontaires.

Une concertation des professeurs avec les parents des élèves handicapés s'impose évidemment.

QUESTION 15 - Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Amélioration de la formation des enseignants : à l'IUFM, éduquer la voix et la posture, apprendre à s'afficher devant une classe, apprendre à faire face à des situations concrètes d'enseignement.

Renforcer la cohésion des équipes éducatives en les élargissant avec des postes de psychothérapeutes. Cette cohésion est cruciale dans tout ce qui relève des sanctions et de leurs applications : soutien mutuel entre les enseignants, les CPE, l'administration, et les parents qui doivent être mieux intégrés à la communauté scolaire, notamment en matière d'orientation.

Apprentissage et respect des valeurs républicaines et citoyennes dès l'école primaire.

III Améliorer le fonctionnement de l'école

Question 18 : Comment définir et répartir les rôles et les responsabilités de l'Etat et des collectivités territoriales ?

La décentralisation a eu des effets positifs (construction et maintenance de lycées), mais aussi des conséquences contestables :

- disparités
- inégalités d'un établissement à l'autre
- offres de formation attribuées sans critères transparents et équitables

Il est indispensable que le service public offre toutes les formations nécessaires réparties harmonieusement et que **l'Etat** garde la maîtrise de la carte de formation.

L'efficacité de l'école n'exige pas plus de décentralisation. Le niveau académique est un niveau pertinent.

L'Etat doit conserver ses compétences actuelles.

Il n'est pas souhaitable d'accroître l'autonomie des établissements, mais il est nécessaire d'augmenter les budgets des lycées d'enseignement général dont les moyens sont limités par rapport à ceux des lycées d'enseignement technologique.

QUESTION 19 - Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements, et accompagner celle-ci d'une évaluation ?

On ne demande pas de marge nouvelle d'autonomie de l'établissement, toutefois un pourcentage supplémentaire d'heures (plus important dans les ZEP) devrait être attribué pour des actions, concertées avec les personnels, de soutien pédagogique ou d'innovation.

Il n'est pas concevable d'évaluer les établissements, étant donné la diversité des situations, des moyens et des publics.

L'important est de maintenir le cadrage national en matière pédagogique sans aller plus avant dans la décentralisation ni dans l'autonomie des établissements.

QUESTION 21 - Faut-il redéfinir les métiers de l'école ?

QUESTION 22 - Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

1 - Recrutement et qualification :

Divergence de points de vue à propos d'une **régionalisation** de la gestion des personnels :

- certains y voient une meilleure satisfaction des demandes, pour les nominations et les mutations
- d'autres y voient un risque de disparité, une perte de cohérence nationale selon les régions, et même un risque de pénurie de recrutement dans certaines disciplines, et l'accroissement de l'inégalité sociale.

Formation des maîtres : la nécessité de lier théorie et pratique est réaffirmée. Le fonctionnement actuel de la formation en IUFM est mis en cause, mais pas le principe de cette formation ; c'est sa mise en œuvre qui est contestée (recrutement des formateurs, choix des contenus). Les IUFM restent nécessaires, mais on déplore la dégradation de cette formation par rapport aux précédentes, notamment celle des ENNA.

Pour **rendre le métier attractif**, on propose :

- des salaires plus attrayants
- l'amélioration des conditions de travail
- une meilleure reconnaissance sociale, aussi bien par l'institution que par la société
- la création d'un statut rémunéré pour les étudiants qui se destinent à l'enseignement (cf. les IPES).

2 - Carrières :

Promotion et rémunération **au mérite** font l'objet d'une vive discussion.

Nécessité de définir des critères précis, clairs et adéquats pour la notation aussi bien administrative que pédagogique

La fréquence insuffisante des inspections est cause d'inégalités dans la progression des carrières ; l'inspection ne doit pas être une sanction, mais une aide et un soutien ; la nature même de l'inspection est à revoir et ne doit pas porter sur une heure de cours isolée de son contexte et détachée de la réalité.

La carrière et la rémunération de l'enseignant ne doivent pas dépendre du chef d'établissement. Il n'a pas compétence pour diriger une commission pédagogique, ni pour évaluer un enseignant. Elire un enseignant ou un CPE comme **chef d'établissement**, lui permettrait d'être davantage à l'écoute des personnels et des élèves de l'établissement. Les adjoints resteraient des professionnels" pour assurer la continuité du fonctionnement de l'établissement

Enfin, la performance de l'enseignement vient d'une équipe, et non d'un individu : c'est à prendre en compte dans l'évaluation.

La formation continue des enseignants doit être renforcée et avoir lieu pendant le temps de travail. On souhaite à la fois des formations universitaires, menées par l'université, et des formations professionnelles assurées par des professionnels, et non par des collègues.

3 - Conditions d'exercice :

De grosses **difficultés** :

- classes trop chargées : la référence aux statistiques des taux d'encadrement ou aux effectifs moyens des classes n'est pas pertinente
- alourdissement du nombre de classes confiées aux enseignants, en raison des allègements d'horaires dans certaines disciplines (langues)
- temps de travail bien au delà des 35 heures (moyenne avouée : 42,5h)
- conditions matérielles souvent difficiles et dégradées : locaux, matériels pédagogiques, insuffisance de la médecine du travail ou préventive...

Demandes formulées :

- droit de regard des enseignants sur l'élaboration des programmes
- diversification des carrières d'enseignants : "mobilité interne", en conservant le statut professionnel, permettant de changer de poste ou de réorienter sa carrière
- transparence de la gestion des moyens horaires pédagogiques
- intégrer dans le service des enseignants **un temps de concertation** permettant le travail en équipe

CONCLUSION

On met en cause :

- **l'utilité** d'un tel débat
- **non pas l'organisation du système** : horaires programmes, filières, examens, orientation, gestion des personnels, recrutement et formation des maîtres, etc.... **mais son fonctionnement**, faute de moyens suffisants et d'une réelle connaissance du système par tous les utilisateurs
- **"Les autres"** : l'école primaire, le collège, l'IUFM, la hiérarchie (chefs d'établissement, recteurs, inspecteurs)

On critique la formulation de certaines questions du débat, jugées ambiguës, tendancieuses ou paradoxales

On craint :

- la revue à la baisse des missions et objectifs de l'école
- le désengagement de l'Etat, entraînant la privatisation de certains secteurs
- la prédominance la pression de l'économie sur l'école
- l'accroissement des inégalités et des disparités par une décentralisation plus poussée

On demande :

- **des moyens accrus**, pour bien faire fonctionner ce qui existe déjà : moyens matériels et financiers, effectifs allégés, personnels enseignants et éducatifs plus nombreux, plus de souplesse dans l'utilisation des moyens
- **créer les conditions d'une meilleure implication de tous dans l'institution** : donner du sens à l'enseignement et le rendre plus cohérent (interdisciplinarité) pour motiver les élèves, expliquer et faire comprendre les enjeux aux parents et aux partenaires extérieurs,

responsabiliser les élèves et leurs parents, améliorer la communication entre l'école et la société.

PROPOSITIONS

1 - La formation scolaire

Seul le maintien du cadrage national en matière pédagogique, sans aller plus avant dans la décentralisation ni dans l'autonomie des établissements, est garant du fonctionnement de l'école.

La formation scolaire doit comprendre une formation générale (incluant une culture citoyenne et républicaine), et une formation professionnelle. Elle doit aboutir obligatoirement à une qualification reconnue nationalement.

Il faut veiller à la cohérence des enseignements et des perspectives professionnelles ouvertes, mettre en place plus largement l'interdisciplinarité, diversifier les modalités pédagogiques pour diminuer la pression de la journée scolaire, rendre à l'évaluation sa valeur formative, partager avec les élèves et les parents les règles du jeu de l'évaluation (attentes et protocoles).

2 - L'orientation

Il faut développer les classes passerelles à tous les niveaux, en insistant sur la classe de 2^{de} vers l'enseignement professionnel, le bac pro vers le BTS et le bac techno vers l'enseignement général supérieur.

Il ne faut pas de sélection à l'entrée en fac.

Il faut développer l'accueil en BTS et IUT.

Il faut diversifier les matières utilisées pour le choix des dossiers, et dans les concours de recrutement, afin de lutter contre le poids des matières scientifiques.

Il faut renforcer le rôle des conseillers d'orientation.

3 - La formation et la carrière des enseignants

Sans toucher au statut actuel des enseignants, les améliorations suivantes sont proposées :

- éduquer l'utilisation de la voix et des postures, apprendre à s'afficher devant une classe
- apprendre à faire face à des situations concrètes
- les sanctions vis-à-vis des élèves doivent être un travail d'équipe avec l'aide éventuelle de psychothérapeutes
- institutionnaliser les temps de concertation
- développer la formation continue, aussi bien universitaire que professionnelle, sur temps de travail
- transformer l'inspection en une action d'aide et de soutien.